

Note confidentielle sur l'état de nos forces de sécurité : elles doivent se faire haïr de la population

écrit par Raoul Girodet | 12 avril 2020



De : Ministre de l'Intérieur

A : Présidence de la République

Le 3 juillet 2019, les commissaires avaient adopté à l'unanimité le rapport de M. Christophe Naegelen concluant cinq mois de travaux. Après avoir procédé à plus de trente auditions, permettant de rencontrer une centaine de personnes à l'Assemblée nationale, et à six déplacements, permettant des échanges avec plus de 250 policiers, gendarmes et policiers municipaux de terrain, la commission avait pu constater la situation très préoccupante des forces de sécurité.

Le rapport dénonçait pêle-mêle :

►des casernes et des commissariats abandonnés par la puissance publique, avec « *des policiers et des gendarmes vivent ou travaillent aujourd'hui dans des conditions*

indignes ».

► Les véhicules de la police et de la gendarmerie sont dans un état préoccupant. Pour la police, l'âge moyen de ces véhicules est passé de 5,5 à 7,4 ans. « *Le parc de véhicules de maintien de l'ordre de la gendarmerie mobile est hors d'âge, les véhicules blindés à roues ayant 45 ans en moyenne* ».

► Une gestion des ressources humaines déplorables, et l'envahissement des tâches administratives.

Ce constat est hautement préoccupant car bien évidemment rien ne s'est amélioré depuis. Ce rapport a rejoint les précédents dans les poubelles.

Or, nous ne pouvons que nous risquer à une comparaison entre l'état déplorable de notre système hospitalier et celui de nos forces de sécurité.

Manque de moyens matériels et humains, mépris des hommes y sont la règle.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est à craindre que la situation métastable dans laquelle se trouvent celles-ci les amènent à l'implosion.

Nous ne pouvons qu'imaginer le pire si les forces de sécurité, rompant avec une constante tradition d'obéissance, en venaient à exiger elles aussi les moyens qui leur sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Pour être parfaitement clairs : nous risquons de voir ces forces de sécurité pactiser avec les Gilets jaunes en en partageant les aspirations.

Certes la police, selon Maurice Rajsfus (auteur d'ouvrages sur le régime de Vichy), a toujours obéi aveuglément :

« sur le terrain, la police n'est pas plus républicaine

qu'elle n'est une institution représentative de la démocratie authentique. Elle a toujours formé un corps de fonctionnaires habitués à l'obéissance aveugle ».

Ceci est encore plus vrai pour la Gendarmerie, dépendant de la Grande Muette, pour laquelle « *Réfléchir, c'est commencer à désobéir* ».

Cependant, tous nos indicateurs sont au rouge vif. Depuis de nombreuses années, le cruel manque de moyens a lassé la patience des policiers et même des gendarmes. Nous sommes au bord d'une explosion imminente.

Notre préconisation pour éviter une collusion entre nos forces de sécurité et la contestation de masse est d'entretenir et de développer un sentiment de haine entre les forces de sécurité et la population.

Diviser pour régner est la seule option valable.

Il est bien clair que c'est le prix à payer pour éviter une fraternisation entre la contestation et les forces de l'ordre.

Il faut que le confinement soit prolongé, les conditions durcies, les attestations de déplacement dérogatoire rendues plus complexes.

Il est nécessaire que les forces de l'ordre verbalisent aveuglément, et sans aucun état d'âme. Il est indispensable qu'elles outrepassent leurs prérogatives en s'arrogeant des droits qu'elles n'ont pas (i.e. : juger du fait que les produits achetés sont ou non de première nécessité, sanctionner l'achat d'une seule baguette chez le boulanger, voire le citoyen qui sort ses poubelles sur la voie publique sans l'autorisation).

J'ai déjà passé toutes instructions nécessaires à la

hiérarchie et à l'IGPN pour « couvrir » toute bavure.

Il est de surcroît primordial que ces débordements des forces de l'ordre soient largement relayés par les médias afin d'entretenir le sentiment de défiance envers les forces de l'ordre donc de rancune de ces dernières envers la population. L'une nourrira l'autre et réciproquement.

C'est le prix à payer pour continuer à maintenir les Français sous le joug.

Les médias de vos amis Arnault, Bolloré, Drahi, Niel, Pinault, Bouygues, Pigasse et autre Lagardère ont intérêt à se manier la rondelle pour faire monter la mayonnaise. Sinon, vous pourrez leur dire que leurs privilèges, c'est fichu le jour d'après.